

La République, une alternative au néolibéralisme ?

DANIC PARENTEAU, *L'indépendance par la République. De la souveraineté du peuple à celle de l'État*, Montréal, Fides, 2015, 200 pages

Anne Legaré

Volume 10, Number 1, Fall 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79440ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Legaré, A. (2015). Review of [La République, une alternative au néolibéralisme ? / DANIC PARENTEAU, *L'indépendance par la République. De la souveraineté du peuple à celle de l'État*, Montréal, Fides, 2015, 200 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 10(1), 33–35.

LA RÉPUBLIQUE, UNE ALTERNATIVE AU NÉOLIBÉRALISME?

Anne Legaré

Professeur associé, département science politique UQAM

DANIC PARENTEAU
L'INDÉPENDANCE PAR LA RÉPUBLIQUE. DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE À CELLE DE L'ÉTAT

Montréal, Fides, 2015, 200 pages

Le titre est clair et le propos on ne peut plus. Le raisonnement s'étale comme suit: le mouvement souverainiste souffre d'un recul indéniable. Il faut trouver un remède: donner un nouveau sens et définir une stratégie rassembleuse qui, en plus, corresponde aux affinités québécoises à l'endroit de la culture républicaine. Tout doit être mis sur de nouvelles bases. Le mal est bien identifié et le remède bien formulé. La posologie semble gagnante. La pensée qui gouverne ce livre est impeccablement cohérente. Pour des gens d'action, on ne peut faire mieux. Le mal, le remède, le résultat, tout se tient. Le livre se lit aisément et il martèle son propos avec entendement.

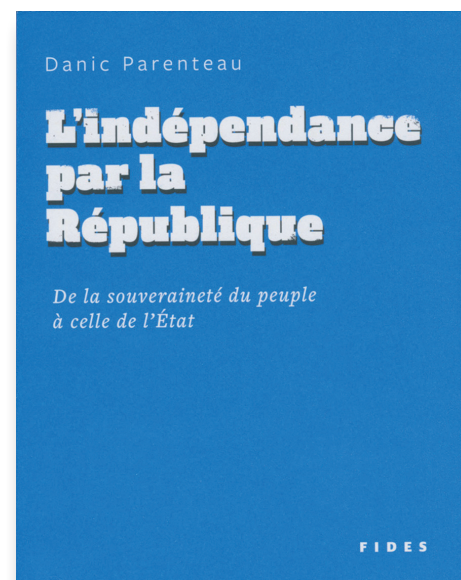
Quatre chapitres: 1. Un aperçu schématique de deux modèles théoriques opposés, le républicanisme et le néo-libéralisme. 2. Le diagnostic du mal québécois, la perte de sens. 3. Le remède, la république. 4. La marche à suivre. Je débiterai par le diagnostic et les moyens. Les modèles demanderont par la suite un regard plus critique.

Parenteau recommande aux souverainistes de prendre le virage républicain. Ainsi, «la finalité de l'indépendance ne consiste pas à réaliser la souveraineté de l'État du Québec, mais vise la consécration institutionnelle du peuple québécois» (p. 138). Peuple et État sont opposés et interdépendants, c'est la clé de voute de toute la proposition. Elle aurait même un effet souhaitable: «nous sommes persuadés que le projet indépendantiste, conçu selon les principes républicains, interpellera davantage les Québécois en 2015, notamment les plus jeunes, que le discours actuel né de la Révolution tranquille» (p. 198, je souligne). Confondre Révolution tranquille (qui a bon dos) et échec souverainiste est fréquent dans les écrits des nationalistes ces derniers temps et voici que le républicanisme l'en sauvera. Tout le propos se tient ici. On devra être attentif et sensible à la proposition qui converge vers le peuple avant de se tourner vers l'État. Ce déplacement des paramètres pourrait être salutaire. Ne nous en éloignons pas, car «la souveraineté du peuple précède celle de l'État. Celle-ci prend sa source dans celle-là et en est indissociable: la souveraineté de l'État est l'incarnation institutionnelle de la souveraineté du peuple, première et fondatrice» (139).

Mais comment y arriver? Dans un chapitre intitulé «Le républicanisme à la québécoise», Parenteau déploie un argumentaire généreux pour associer dans un même processus de refondation souverainiste le courant de gauche et le courant nationaliste. Dans un plaidoyer assez juste intitulé «refonder la grande alliance stratégique», il avance que «les nationalistes n'ont tout simplement pas les moyens de se priver des forces progressistes pour mener le Québec à la pleine souveraineté [...] un changement politique de l'ampleur de l'indépendance du Québec apparaît tout simplement irréalisable sans l'apport des progressistes» (p. 158).

Une affirmation attendue et si peu fréquente depuis la ferveur consacrée au nationalisme conservateur. Je retiens donc ces deux axes du raisonnement de Parenteau: l'objectif, renforcer le projet souverainiste, qui repose sur la centralité du peuple et un des moyens privilégiés de la stratégie requise pour y arriver qui repose sur une alliance ramenant la gauche dans une alliance avec les nationalistes. Ces deux clés convergent en effet dans la refondation d'un projet généreux qui suppose une remise à plat des visions acquises pour vaincre un adversaire aux multiples ressources. On le comprendra, la proposition républicaine a plusieurs attraits. Elle traduit une passion raisonnée du Québec et il faut saluer celui qui retrouve ses manches et ose chercher une «solution gagnante» envers et contre tant d'échecs accumulés.

Voyons maintenant l'exposé schématique que fait l'auteur de deux modèles opposés, celui dont nous aurions en quelque sorte hérité, le néo-libéralisme, et celui dont il faudrait rêver et que nous porterions dans nos gènes, le républicanisme. Parenteau reconnaît la difficulté. Il reconnaît le risque de simplification. À titre d'exemple, il écrit: «ces deux façons de saisir le citoyen dans la perspective républicaine et l'individu dans celle libérale anglo-saxonne sont présentées de manière idéalisée, à des fins de comparaison. La réalité est bien sûr plus complexe et assurément plus nuancée que ce qui se donne à voir ici» (p. 92). Tout est dit. Disons qu'il ne suffit pas de dire que la réalité est plus complexe. L'idéalisation, c'est-à-dire cette manière toute conceptuelle de représenter deux réalités bien distinctes en les décrivant abstraitement dans un espace réduit, pêche en effet par réductionnisme. Il y a chez Parenteau une forte tendance manichéenne à opposer les deux modèles dont il



survalorise l'un et dénigre l'autre. Pour faire bref, je dirai que le modèle néo-libéral (c'est aussi une extrême simplification pour désigner toutes les transformations successives du capitalisme depuis au moins le début du siècle et les mutations de la culture politique qui s'ensuivent) a présenté aux Québécois plusieurs atouts, comme l'exercice d'une démocratie de plus en plus attentive aux différences sociales et culturelles, que ce soit dans une perspective individuelle aussi bien que collective. Mais le néo-libéralisme est une théorie qui tire ses fondements de l'économie, même si elle a pour effet d'étendre ses tentacules dans une libéralisation de tous les niveaux. Le républicanisme est une représentation du politique, point. Les deux appartiennent à des champs différents. La puissance du libéralisme peut se frayer un chemin dans un régime républicain. Il ne faut pas écarter cette possibilité.

Les dictatures centralisatrices (et on ne voudrait pas de cet abus au nom du républicanisme) ont fait certainement autant de tort aux sociétés que les excès de libéralisme peuvent en faire aujourd'hui. Il y a là chez Parenteau un parti pris qui peut effrayer, une sorte de célébration quasi aveugle d'un modèle, le républicanisme, qui traîne avec lui, comme tout modèle aveuglement célébré, des impasses, des excès et des misères. On pensera au passage à la situation de crise républicaine dans laquelle se trouve la France, qui pourrait servir de société de référence, qui est pourtant frappée par tous les maux attribués avec raison par l'auteur au libéralisme anglo-saxon. La définition du peuple y est déchirée par l'importance des ghettos culturels (lire à ce propos *Qui est Charlie* d'Emmanuel Todd, Seuil, 2015), le poids des experts sur les responsables politiques (voir le cas du ministre socialiste Emmanuel Macron, ancien *trader* [sic] de haut niveau dont les propositions divisent les membres de son propre parti de gouvernement), la crise de l'Éducation nationale, la perte de sens de la laïcité, la défense des

VOIR INDÉPENDANCE...

suite à la page 35

INDÉPENDANCE...

suite de la page 33



droits individuels, etc. Cette volonté de créer deux modèles selon la conception de l'idéal type détourne l'auteur de son objectif qui est de nous convaincre qu'il n'y a pas d'autre solution pour le Québec que de se tourner vers le modèle républicain. Le réel est riche, même de ses contradictions, et il ne faut pas sous-estimer que la transition sera lente vers cet autre modèle, fut-il plein de toutes les vertus. Le néo-libéralisme décrié par Parenteau est d'ores et déjà inscrit, lui aussi, qu'on le veuille ou non, dans les gènes des Québécois et il faudra savoir faire avec avant de réussir à l'extirper, même si cet objectif représente un noble projet!

Mais l'ouvrage de Parenteau, en ce qu'il analyse finement les méfaits du canadianisme, ouvre par ailleurs une piste très juste qu'il faut explorer. Il s'agit de cette trace de l'assujettissement des Québécois par le biais du régime fédéral canadien. Prenons par exemple cette citation: «Depuis plus de trois siècles, soit depuis la Conquête britannique, le peuple québécois vit dans un état d'assujettissement politique. Les institutions qui encadrent sa vie politique, régissent son destin politique et expriment ses ambitions collectives ne sont pas de son fait» (p. 141). Ou encore celles-ci, «les institutions politiques canadiennes ne sont pas celles des Québécois [...] Elles sont érigées sur la négation implicite du caractère souverain du peuple québécois» (p. 165), «Au sein du régime canadien, le peuple québécois est ainsi un "sujet gouverné" [...] en se soumettant sans protester à la constitution canadienne [...] le peuple québécois confère, avec le temps, une forme de légitimité à l'ordre constitutionnel canadien» (p. 175-176).

Que faut-il tirer de ces assertions? Le terme-clé est lâché: la *légitimité*. En rappelant que, selon le philosophe Max Weber, l'État est une domination légitime, on mettra sur la table le fait sociopolitique qu'est le *consentement* politique des Québécois à cette domination. Jusqu'à maintenant, les Québécois ont majoritairement consenti à cette domination de l'État canadien dans sa forme fédérale. Là se trouve également posée toute la question de la nation, escamotée habilement par le terme de peuple, comme si ce terme permettait

d'éviter de reconnaître à la nation une définition plus large (plus floue aussi) que celle que lui donnent les traditionalistes.

Parenteau n'est pas clair à ce sujet. Comme le font depuis une dizaine d'années beaucoup de souverainistes, il s'accommode d'une définition de la nation réduite à la nation héritée. Ainsi, il affirme que «le peuple désigne un sujet détenteur de la souveraineté. La nation nomme ce même sujet. Elle l'identifie par une histoire et des traditions qui s'expriment sous la forme d'une culture distincte [...] Même si cette identité est appelée à changer avec le temps, elle porte la trace d'une certaine permanence dont la nation se veut précisément garante» (p. 63, je souligne). Tout ce thème de la *permanence* de la nation fait féroce débat dans une république comme la France. On y trouve de forts relents de la pensée d'un Alain Finkielkraut qui se reconnaîtrait bien dans l'énoncé suivant: «la recherche de l'intérêt général [...] s'articule autour de la notion d'intérêt national à préserver et à promouvoir, lorsque la recherche de l'intérêt général touche aux questions identitaires, lesquelles sont au cœur de la définition même de la nation» (p. 77-78). Certes, la nation recouvre un noyau de principes démocratiques et de valeurs inaliénables, de même que le foyer d'une et de plusieurs histoires, d'une langue et d'une culture commune. Mais elle est aussi un amalgame d'origines, un croisement de récits et un sentiment d'appartenance à cet ensemble que tous doivent être amenés à conquérir.

On croit comprendre que, pour Parenteau, la nation n'est pas cette formation élective, comme celle de la Révolution française (et non pas héritée), sur la base d'un consentement partagé entre tous les citoyens appuyé sur l'égalité des droits. Employons ses propres termes pour aller plus loin: «il faut s'interroger sur les *principes structurants* du jeu politique et, plus profondément, sur la manière d'être au monde de la nation» (p. 151, je souligne). «*Sur la manière d'être au monde de la nation*». Qu'est-ce à dire? Eh bien!, ne faut-il pas l'admettre, la «nation québécoise» est aussi construite, comme il le dit, à travers ces *principes structurants* que sont le néo-libéralisme et le régime fédéral canadien. Ainsi, le projet subversif qui consiste à vouloir en sortir, soit l'objectif de souveraineté, sera-t-il arc-bouté sur une définition de la nation qui fera violence à un idéalisme que les défaites successives ont rendu prévalent. ❖



LA CULTURE EN REVUES

ARTS VISUELS CINÉMA CRÉATION LITTÉRAIRE CULTURE ET SOCIÉTÉ HISTOIRE ET PATRIMOINE LITTÉRATURE
THÉÂTRE ET MUSIQUE THÉORIES ET ANALYSES

LES REVUES
CULTURELLES QUÉBÉCOISES
SODEP.QC.CA

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois